

# Les conséquences de la crise financière sur le système de santé grec et la santé des populations

## Crise et austérité : le sacrifice des dépenses publiques de santé

En Grèce, la crise et les mesures d'austérité ont conduit à une récession bien plus grave que prévue, comme l'a reconnu le Fonds monétaire international (FMI) [40]. Début 2017, le taux de chômage des adultes atteint toujours 23 % et celui des jeunes de moins de 25 ans, 47 %. Dès 2010, la Troïka<sup>1</sup> propose des coupes drastiques dans les budgets sociaux et sanitaires. Les dépenses publiques de santé sont réduites à 4 % du PIB en 2015 (comparé à 7 % en moyenne en Europe et 9 % en France) alors même que le PIB a plongé de 25 % entre 2007 et 2016. Ces coupes budgétaires conduisent à une réduction des prestations de l'EOPYY (l'organisme national pour les prestations de santé) et des services publics de santé (les budgets des hôpitaux publics ont été amputés de plus de 50 % depuis 2009 [49]), à des pénuries d'approvisionnement en médicaments et en vaccins, et à une augmentation des restes à charge des usagers, y compris pour des maladies chroniques comme le diabète, les maladies coronariennes, le cancer [53]... Trois millions de personnes, soit presque un tiers de la population, n'ont plus de couverture maladie et doivent payer l'intégralité des frais ou renoncer à se soigner. En corollaire, de tous les pays d'Europe où Médecins du monde (MdM) et ses partenaires gèrent des centres de soins gratuits, c'est en Grèce que la proportion de nationaux y est la plus élevée : 65 % des consultants du centre de soins de Médecins du monde Grèce à Perama, dans la banlieue d'Athènes, sont des citoyens grecs, et ils sont 50 % à Thessalonique [94].

## Les impacts sur les indicateurs sanitaires

Très rapidement, une dégradation des indicateurs de santé mentale a été observée. La prévalence nationale de la dépression sévère est passée ainsi de 3,3 % en 2008 à 8,2 % en 2011 et 12,3 % en 2013 [32]. La plongée dans la précarité de nombreuses familles a également eu des conséquences sur la santé psychosociale des enfants [4]. Plusieurs épidémies inhabituelles ont été mises en lien avec cette désorganisation complète des services de santé, en particulier celle d'infections à VIH chez les usagers de drogues [92].

À moyen terme, la crise et les mesures d'austérité ont eu des conséquences contrastées : d'une part

une augmentation de la mortalité par suicide (le taux de suicide a augmenté de 12,5 % par an depuis 2009 alors qu'il diminuait de 0,9 % par an auparavant [77]) et de la mortalité infantile ; d'autre part une diminution du tabagisme et de la mortalité routière (de tels impacts différenciés ont été également observés suite à la récession espagnole). Les renoncements aux soins ont, eux, doublé au cours de la période, de même que la moyenne des dépenses de santé restant à la charge des patients [35].

## Vaccinations, soins prénataux et accouchements

Les services publics de vaccination, dont l'accès était gratuit pour les enfants, ont peu à peu fermé : depuis 2013, près de 70 % des enfants sont vaccinés par des pédiatres privés. Si la couverture vaccinale infantile reste globalement satisfaisante grâce aux sacrifices consentis par les parents (le coût d'une vaccination totale pour un enfant s'élève à 1 200 euros en l'absence de couverture maladie), elle est très insuffisante dans certaines populations qui font face à de multiples vulnérabilités [76]. C'est la raison pour laquelle les équipes de Médecins du monde vaccinent sans cesse les enfants dans leurs polycliniques gratuites, dans les camps de réfugiés et de migrants, et dans leurs unités mobiles qui se rendent dans les îles et les villages isolés, là où se trouvent aussi des enfants et des adultes sans accès aux soins car les structures de santé existant auparavant ont été fermées.

L'accès aux maternités publiques est devenu extrêmement difficile, voire impossible, pour les femmes enceintes sans couverture maladie. Elles doivent régler les frais de suivi de grossesse (650 euros) ainsi que tous les frais d'accouchement (650 euros sans complication, 1 200 euros pour une césarienne). En 2014, il avait été rapporté que certaines maternités avaient refusé de délivrer un certificat de naissance à des enfants dont les mères ne pouvaient pas régler les frais d'accouchement, et que des employés avaient menacé les parents de ne pas leur rendre l'enfant tant qu'ils ne paieraient pas la facture de l'accouchement... Une procédure d'alerte a alors été lancée auprès de la Commission européenne.

## Des groupes stigmatisés déjà victimes d'exclusion avant la crise

En avril 2012, un décret est publié autorisant le dépistage forcé des maladies transmissibles sous autorité policière. Des travailleuses du sexe sont littéralement traînées

## Nathalie Simonnot

Directrice adjointe du réseau international de Médecins du monde, en charge de la qualité des programmes nationaux, de la communication et du plaidoyer  
**Pierre Chauvin**  
 Médecin et épidémiologiste, directeur de recherche à l'Inserm, Équipe de recherche en épidémiologie sociale (ERES), Institut Pierre Louis (UMRS 1136), Inserm-UPMC, Paris

*Les références entre crochets renvoient à la Bibliographie générale p. 50.*

1. Ce terme désigne la réunion de la Commission européenne, du FMI et de la Banque centrale européenne.



par les cheveux dans des centres publics de dépistage, et des photos de femmes séropositives sont publiées dans des journaux. Accusées d'empoisonner leurs clients, certaines se sont suicidées<sup>2</sup>. Malgré les interpellations d'associations et de la Commission européenne, il faudra attendre avril 2015 et le changement de gouvernement pour que ce décret soit supprimé. En avril 2013, la police grecque regroupe des usagers de drogues dans le centre d'Athènes, les menotte et les conduit dans un centre de détention, où ils subissent des dépistages forcés du VIH et le recueil illégal de données nominatives, comme leur religion [51]. Ces opérations se sont répétées à plusieurs reprises. La première salle de consommation de drogues à moindre risque a été ouverte à Athènes en 2013 mais a dû rapidement fermer faute de subventions. Aujourd'hui les équipes de Médecins du monde Grèce constatent une augmentation drastique du nombre d'usagers de drogues qui n'arrivent pas à obtenir du matériel stérile ni à accéder à des traitements de substitution, alors même que la consommation de drogues dans les rues est la plus importante d'Europe.

Au plus fort de la crise, les discours haineux et les violences contre les immigrés se sont multipliés. Montrés du doigt comme étant responsables de l'effondrement du pays, ils sont la cible privilégiée de groupuscules extrémistes et du parti néonazi Aube dorée. Celui-ci, marginal avant la crise, provoque une escalade de violences en toute impunité et entre au Parlement en 2012, avant que ses responsables finissent – enfin – par être arrêtés

2. <https://www.youtube.com/watch?v=NMOuDOSQJs>

et poursuivis par la justice. La violence n'épargne ni les femmes (même enceintes), ni les enfants, comme en témoignent plusieurs victimes prises en charge par Médecins du monde.

### Quel avenir pour la Grèce ?

La population grecque a aujourd'hui largement perdu tout espoir d'une amélioration à court ou moyen termes. Elle constate au contraire que la plupart des réformes imposées par les institutions internationales à leur gouvernement conduisent à de nouvelles réductions de leurs droits sociaux et de leurs ressources. Les retraites viennent ainsi tout juste d'être diminuées pour la douzième fois en sept ans, atteignant une baisse cumulée de 40 %. Les Grecs constatent également que leur pays reste bien seul face à la crise de l'accueil des réfugiés et des migrants : les autres États de l'Union européenne n'ont accepté que 5 % des migrants qu'ils s'étaient engagés à accueillir en juin 2015. Un an après l'accord entre l'Union européenne et la Turquie, plus de 62 000 migrants sont toujours bloqués dans les camps grecs de réfugiés, sans aucun espoir d'en repartir.

Pourtant, les gestes de solidarité continuent à être visibles au quotidien, les violences racistes sont plutôt en diminution, la nouvelle loi santé de 2016 devrait améliorer l'accès des plus vulnérables aux soins, le pays a appris à vivre dans le dénuement. La Grèce restera sans doute un cas d'école en santé publique et dans l'histoire contemporaine : celui du premier État membre de l'Union européenne (à ce jour) dont le système de santé a été sacrifié au prétexte de rembourser sa dette publique. ●●●